

<https://www.dijon.snes.edu/spip/spip.php?article5009>



Mardi 26 janvier, grève pour une autre réforme du collège, pour l'emploi et les salaires

- SNES académique de Dijon - Départements - Saône-et-Loire - Actions -



Publication date: jeudi 21 janvier 2016

Copyright © SNES Dijon - Tous droits réservés

POUR UNE AUTRE RÉFORME DU COLLÈGE



L'intersyndicale (SNES-FSU, SNEP-FSU, SNFOLC, SNETAA-FO, SFSDPEP-FO, CGT, CGT enseignement privé, SNALC, SNCL, SIES, CFE-CGC, SUNDEP-Solidaires et SUD), pour monter d'un cran dans la mobilisation, appelle à la construction d'une grève nationale majoritaire le mardi 26 janvier 2016.

Manifestation départementale à CHALON/SAONE,

Départ 15h devant le collège DOISNEAU, rue Gauthier de Chamirey

Malgré 3 journées de grève nationales très suivies dans les collèges, une grande manifestation nationale et de multiples actions dans les établissements notamment à l'occasion des journées de formation, la Ministre persiste dans sa volonté de mettre en œuvre la réforme du collège à la rentrée 2016. De ce fait, elle maintient une situation de blocage qui l'oppose à la majorité des personnels.

Les nombreuses remontées des bilans des journées de « formation à la réforme » qui ont été organisées dans les académies montrent clairement que le refus de cette réforme reste profondément ancré chez les personnels, que les réponses à leurs questions concernant la mise en œuvre concrète sont floues, imprécises ou dilatoires.

Dans le même temps le ministère ouvre des discussions sur « le bilan des réformes du lycée », tout en annonçant qu'elles ne pourraient déboucher que sur d'éventuels ajustements techniques à la marge. Ces réformes ont été conçues selon les mêmes principes que la réforme « collège2016 ». Sans doute est-ce la raison principale pour laquelle le ministère refuse, de fait, d'en faire un bilan sincère et de discuter de modifications profondes, pourtant nécessaires, dans l'organisation du lycée !

Tract grève du 26 janvier contre cette réforme du collège :

<https://www.dijon.snes.edu/spip/local/cache-vignettes/L64xH64/pdf-b8aed.svg>

Tract

L'intersyndicale réaffirme sa détermination à obtenir l'abrogation de la réforme et l'ouverture de discussions pour le collège sur d'autres bases. Elle appelle les personnels à amplifier la mobilisation :

– > en continuant à s'opposer localement aux formations à la réforme en décidant collectivement de la forme de cette opposition ;

– > en poursuivant les modalités d'action : refus de toute anticipation de la mise en œuvre de la réforme sous quelque forme que ce soit, motions, lettres aux parents, adresses aux élu-e-s, distribution de la carte pétition au Président de la République...

– > en faisant, à partir de la réalité des DGH 2015, la vérité dans les établissements sur les DGH 2016 en préparation qui découlent de la réforme afin de défendre les postes, les conditions de travail des personnels et des élèves et de préparer les interventions sur les évolutions de cette dotation que la réforme impliquerait.

POUR LES SALAIRES, L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE

Et oui, le salaire des fonctionnaires diminue à nouveau au mois de janvier 2016, suite à l'augmentation des cotisations retraites !

Et si la négociation salariale réclamée depuis plusieurs années par la FSU entre autres est bien confirmée pour le mois de février, elle se présente dans de mauvaises conditions. En effet, en faisant adopter une loi de finances et une loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2016 sans quasiment aucune marge de manœuvre pour une augmentation générale des traitements, le gouvernement annonce la couleur : la politique d'austérité continue.... et ce n'est pas la nôtre !

La politique actuelle du gouvernement conduit non seulement à une baisse sans précédent du pouvoir d'achat des fonctionnaires, mais elle s'accompagne de nombreuses réformes imposées sans négociation (collège, territoriales, santé ...) qui poursuivent les politiques précédentes, entraînent la casse des services publics et détériorent encore nos conditions de travail.

Enfin, tous les secteurs de la Fonction publique, pourtant essentiels au progrès social et à la population, sont confrontés à des sous effectifs.

C'est pourquoi, les organisations syndicales départementales FSU, CGT, FO et SOLIDAIRES appellent à faire de la journée du 26 janvier 2016, un temps fort de mobilisation, par la grève et la manifestation pour :

- > une augmentation de la valeur du point d'indice qui tient compte de l'inflation subie depuis plusieurs années ainsi que des pertes du pouvoir d'achat, en particulier, depuis 2010,
- > le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes dans tous les secteurs,
- Â» des moyens financiers permettant de développer un service public de proximité garant de la cohésion sociale.